REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana

MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE EN CHARGE

DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE

MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS

MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA METEOROLOGIE

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'INTERIEUR DE LA DECENTRALISATION

MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

MINISTERE DU TOURISME

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE

NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE

ARRETE INTERMINISTÉRIEL N°6807/2017

Portant organisation et fonctionnement du Comité de pilotage de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses à Madagascar

Le Ministre auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage

Le Ministre des Ressources Halieutiques et de la Pêche

Le Ministre du Commerce et de la Consommation

Le Ministre des Affaires Etrangères

Le Ministre de l'Industrie et du Développement du Secteur privé

Le Ministre du Tourisme

Le Ministre du Transport et de la Météorologie

Le Ministre de la Santé Publique

Le Ministre de l'Intérieur de la Décentralisation

Le Ministre de la Sécurité Publique

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Le Ministre de l'Environnement de l'Ecologie et des Forêts

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale en charge de la Gendarmerie

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n°2006-030 du 26 novembre 2006 relative à l'Élevage à Madagascar ;
- Vu la loi n°2011-002 du 15 juillet 2011 portant Code de la Santé ;
- Vu le décret n°92-285 du 26 février 1992 relatif à la police sanitaire des animaux à Madagascar ;
- Vu le décret 2004-041 du 16 avril 2004 fixant le régime appliqué à l'importation et à l'exportation d'animaux, de produits, et denrées d'origine animale, des graines, fourrages et denrées destinées à l'alimentation des animaux ;
- Vu le décret n°2005-187 du 18 avril 2005 établissant la nomenclature des maladies des animaux réputées légalement contagieuses à Madagascar ;
- Vu le décret n° 2006-286 du 25 avril 2006 portant création du Comité de Pilotage de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses ;
- Vu le décret n°2016-250 du 10 avril 2016 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2016-265 du 15 avril 2016 modifié et complété par le décret n°2016-460 du 11 mai 2016 et 2016-1147 du 22 août 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2016-295 du 26 avril 2016 fixant les attributions du Ministre auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Élevage ainsi que l'organisation générale de son ministère ;
- Vu le décret n°2015-1452 du 17 octobre 2015, modifié et complété par le décret n°2016-0658 du 07 juin 2016 fixant les attributions du Ministre de la Santé Publique ainsi que l'organisation générale de son ministère ;
- Vu l'arrêté n° 2840-2001 du 07 mars 2001 relatif au contrôle à l'importation des aliments destinés aux animaux ;
- Vu l'arrêté n° 12198-2005 du 12 août 2005 établissant un système de zonage basé sur des critères épidémiologiques dans certaines parties du territoire nationale ;
- Vu l'arrêté n° 7543 /2005 du 23 juin 2005 portant mise en place des postes d'inspection aux frontières ;

Sur proposition du Ministre auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture de l'Élevage, et du Ministre de la Santé Publique ;

ARRETENT :

CHAPITRE PREMIER

Des Dispositions générales

Article premier : En application des dispositions du Décret n° 2006- 286 du 25 avril 2006 susvisé, il est créé le Comité de pilotage de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses, sur tout le territoire national malagasy.

Article 2 : La structure organisationnelle et d'intervention de Comité de pilotage est organisé comme suit :

- un **Comité national de pilotage** de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses au niveau National ;

- un **Comité régional de pilotage** de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses au niveau Région ; et
- un **Comité communal de pilotage** de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses au niveau Commune.

CHAPITRE II

Du Comité national de pilotage de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses

Article 3 : Le Comité national de Pilotage de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses ayant compétence sur tout le territoire national a pour mission la conception et la gestion des stratégies de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses, nouvelles ou non.

Il est chargé de :

- valider et coordonner les programmes nationaux de prévention et de lutte contre ces maladies ;
- contrôler et auditer leur réalisations sur tout ou partie du territoire national ;
- veiller au bon fonctionnement de la mise en œuvre des mesures sanitaires entreprises ; et
- définir et valider les plans d'actions propres à chaque type de maladie.

Article 4 : Il est composé des représentants des départements ministériels suivants :

- Ministère en charge de l'Élevage,
- Ministère en charge de la Santé Publique,
- Ministère en charge de la Pêche et de l'aquaculture,
- Ministère en charge de la Faune sauvage,
- Ministère en charge des Affaires étrangères,
- Ministère en charge des Finances et du Budget
- Ministère en charge de l'Intérieur,
- Ministère en charge la Décentralisation,
- Ministère en charge de la Gendarmerie Nationale,
- Ministère en charge du Transport,
- Ministère en charge du Commerce,
- Ministère en charge de l'Industrie,
- Ministère en charge du Tourisme,
- Ministère en charge de la Recherche Scientifique,
- Ministère en charge de la Défense Nationale,
- Ministère en charge de la Sécurité Publique,
- Ministère en charge de l'Environnement
- Ministère en charge de l'Information et de la Communication.

Sont aussi membres du Comité national de pilotage de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses, les représentants des organisations et organismes internationaux suivants :

- partenaires techniques et financiers, nationaux et internationaux,
- organismes de coopération bilatérale et multilatérale,

- organismes non gouvernementaux intéressés par les maladies animales contagieuses et les zoonoses,
- diverses institutions, associations professionnelles œuvrant dans le domaine de la santé animale et humaine.

Article 5 : Les membres issus des Départements Ministériels sont nommés sur proposition des Ministères concernés et les représentants des organisations et organismes internationaux par leurs entités de rattachement, par voie réglementaire.

Article 6 : Le Comité national de pilotage de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses est placé sous tutelle du Ministre en charge de l'Élevage et du Ministre en charge de la Santé Publique.

Article 7 : Le Comité national est coprésidé par le Directeur chargé des Services Vétérinaires du Ministère en charge de l'Élevage et le Directeur chargé de la Lutte contre les Maladies Transmissibles du Ministère en charge de la Santé, ou par leur représentant respectif en leur absence.

Article 8 : Les Coprésidents du Comité national sont responsable de la coordination, harmonisation et gestion des actions des différentes entités dans la réalisation des décisions validées du Comité national.

Ils participent avec le Comité national :

- à l'élaboration des propositions relatives aux différentes étapes du processus de planification, de programmation technique et financière, de mise en œuvre et de suivi évaluation ; et
- au contrôle de l'exécution de toutes les activités,

Ils mettent les présidents des Comités régionaux au courant de toutes informations, recommandations ou décisions prises au niveau national ou international validées par l'Etat et leur transmet tous documents utiles.

Ils sont chargés de soumettre au Comité national les propositions de réorientations stratégiques nécessaires en fonction des comptes rendus des Coordinateurs régionaux sur l'état d'avancement des actions, des recommandations des réunions de suivi et des réunions périodiques.

Ils communiquent, justifient et soumettent aux Ministres les résolutions du Comité national et l'état d'avancement des actions de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses.

Article 9 : Le Comité national sur convocation de l'un des Coprésidents nationaux se réunit quatre fois par an sauf en cas d'urgence

Article 10 : Les membres du Comité national ont pour mandat d'une durée de deux ans.

Article 11 : Des Fonds sont déployés pour assurer le bon fonctionnement des mesures prévues dans le présent arrêté. Ils sont gérés conjointement par les Coprésidents membres du Comité national qui perçoivent des Indemnités.

CHAPITRE III

Du Comité régional de pilotage de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses

Article 12 : Le Comité régional de pilotage de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses a pour missions de :

- mettre en œuvre les stratégies définies par le Comité national et les actions de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses au niveau Région ;
- et harmoniser et coordonner les actions de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses organisées et exécutées par les Comités communaux.

Article 13 : Les membres du Comité régional de pilotage sont constitués par les hauts responsables administratifs de la Région concernée ainsi que des différentes directions et/ou services techniques cités à l'article 4 du présent arrêté.

Article 14 : Le Comité régional de pilotage est placée sous tutelle du Comité national de pilotage. Il est présidé par le Chef de Région.

Article 15 : Le Président régional du Comité est chargé de superviser les activités du comité régional.

Article 16 : Les activités du Comité régional sont assurées par un Coordinateur régional, nommé sur proposition du ministère en charge de l'Élevage et de la Santé.

Article 17 : Le Coordinateur régional dirige l'opérationnalité des actions de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses. Il gère les biens et équipements alloués à son niveau.

Le Coordinateur régional dispose :

- d'une équipe administrative chargée des travaux de secrétariat ;
- d'une équipe technique régionale chargée de la surveillance et des ripostes vétérinaire et humaine ; et
- d'une équipe chargée de l'information, éducation, communication

1. L'équipe technique régionale de surveillance et de ripostes vétérinaire et humaine est chargée notamment de :

- l'appui aux Comités communaux à la mise en œuvre des différentes activités au niveau Commune ;
- la recherche des solutions aux différents goulots d'étranglements à la mise en œuvre des activités ;
- la mise en œuvre de la surveillance et riposte en cas d'épidémie des maladies animales contagieuses et les zoonoses ; et
- suivi et évaluation des activités avec le Comité national de pilotage de la prévention et de la lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses.

2. L'équipe chargée de l'information, éducation, communication a pour tâche la sensibilisation

communautaire par les différents moyens mis à sa disposition.

Article 18 : Les équipes techniques, la communication sont tenues de gérer le processus de planification, de mise en œuvre et de suivi évaluation des actions entreprises à leur niveau.

Article 19 : Le Coordinateur régional communique aux Coprésidents du Comité national l'état d'avancement des actions réalisées à son niveau.

Il est tenu de rendre compte au Président régional de l'état d'avancement des actions et de lui soumettre les réorientations stratégiques nécessaires, compte tenu des rapports des Coordinateurs communaux de l'état d'avancement des actions, des recommandations des réunions de suivi et réunions périodiques.

CHAPITRE IV

Du Comité communal de pilotage de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses

Article 20 : Le Comité communal de pilotage de la prévention et de la lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses est la structure d'intervention de proximité

Article 21: Le Comité communal est chargé de la mise œuvre des stratégies définies par le Comité national et des actions de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses à son niveau.

Article 22: Les membres du Comité communal sont représentés au moins par les autorités suivantes :

- la Santé Animale ;
- la Santé ;
- l'Environnement, et les Eaux et Forêts ;
- l'Information et la Communication ;
- l'Intérieur ;
- la Décentralisation ;
- le Commerce ;
- le Transport ;
- la Brigade de Gendarmerie ;
- la Sécurité Publique ;

ainsi que les représentants des différents organismes régionaux présents au niveau de la Commune et concernés par les maladies animales contagieuses et les zoonoses suivants :

- les élus et les notables locaux ;
- les représentants des organismes de coopération bilatérale et multilatérale ;
- les représentants des organisations non gouvernementales concernées par les maladies animales contagieuses et les zoonoses ; et
- les représentants des diverses institutions et associations professionnelles régionales présentes au niveau Commune œuvrant dans le domaine de la santé animale et humaine.

Le Comité communal de pilotage est placé sous tutelle du Comité régional de pilotage. Il est présidé par le Maire de la Commune.

Article 23 : Le Coordinateur communal est désigné par le Comité communal lors de la première assemblée dirigée à cette occasion par le Maire de la Commune.

Article 24: Le Coordinateur communal :

- dirige l'opérationnalité des actions de prévention et de lutte contre les maladies animales contagieuses et les zoonoses. Il gère les biens et équipements alloués à son niveau ; et
- communique au Coordinateur régional l'état d'avancement des actions réalisées à son niveau.

Il est tenu de rendre compte au Maire de l'état d'avancement des actions et de lui soumettre les réorientations stratégiques nécessaires, compte tenu des réalités, exigences du terrain et de l'état d'avancement des actions, des recommandations des réunions de suivi et des réunions périodiques.

Article 25 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Fait à Antananarivo, le 23 Mars 2017

Le Ministre auprès de la Présidence chargé

de l'Agriculture et de l'Elevage

RAKOTOVAO Rivo

Le Ministre des Ressources Halieutiques et de la Pêche

GILBERT François

Le Ministre du Commerce et de la Consommation

TAZAFY Armand

Le Ministre des Affaires Etrangères

ATALLAH Béatrice

Le Ministre du Tourisme

RATSIRAKA Rolland

**Le Ministre de l'Industrie et
du Développement du Secteur privé**

CHABANI Nourdine

Le Ministre de la Santé Publique

ANANDRA Norbert

Le Ministre de l'Intérieur de la Décentralisation

MAHAFALY Solonandrasana Olivier

Le Ministre de la Sécurité Publique

Pr. ANDRIAMANARIVO Lalatiana

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur

et de la Recherche Scientifique

RASOAZANANERA Marie Monique

Le Ministre de l'Environnement

de l'Ecologie et des Forêts

Dr.NDAHIMANANJARA Johanita

Le Ministre du Transport

et de la Météorologie

RAMANANTSOA Benjamina Marce

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministère de la Défense

Nationale en charge de la Gendarmerie

Gel. PAZA Didier Gérard